



Photo: Pierre Matgé

Comme en France, le secteur de la construction souffre au Luxembourg à l'image de la faillite de Socimmo

LES PME, ÇA SE DÉGRADE AUSSI

2012 s'annonce comme une année particulièrement difficile pour les entreprises européennes, à en croire le spécialiste de l'assurance crédit, le groupe Coface. Petites et peu actives à l'export, les PME luxembourgeoises sont déjà dans la tourmente.

Si le Luxembourg a conservé son triple A, la «bonne note» attribuée par les agences de notation s'accompagne d'une perspective négative qui s'explique par la dépendance économique du pays au secteur financier et à l'activité économique des pays voisins.

Ce qui vaut pour le pays est également vrai pour les entreprises qui y sont installées, selon le leader mondial de l'assurance crédit, le groupe Coface, qui vient de publier son traditionnel bulletin, intitulé «Risque pays 2012».

Un document de 200 pages dans lequel Coface mesure le niveau moyen de risque d'impayés présenté par les entreprises d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales.

Les évaluations se situent sur une échelle à sept niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C et D.

Contrairement à l'Espagne ou à l'Italie, qui voient leur note dégradée de A3 en A4, et où les incidents de paiement des entreprises ont progressé d'environ 50% en 2011, le Luxembourg conserve ses excellentes notes.

Le risque moyen présenté par les entreprises du pays (évaluation pays) est toujours classé en A1, tandis que l'évaluation portant sur l'environnement des affaires stagne en A2.

Mais la rumeur veut que la dégradation du Luxembourg par Coface ne soit pas passée très loin. Paul Huberlant, le patron de Coface Luxembourg, ne confirme pas les bruits de couloirs mais précise: «Le fait

Coface a envisagé de revoir à la baisse la note du Luxembourg

FABRICE BARBIAN - fbarbian@le-jeudi.lu

que le secteur financier résiste plutôt bien est comme l'arbre qui cache la forêt. Le record de faillites enregistré en 2011 (961 faillites contre 918 en 2010, soit une progression de 4,68%, source: Creditreform Luxembourg) atteste de difficultés, notamment la grande fragilité des TPE mais pas uniquement, comme le confirme, entre autres, la faillite de Socimmo.»

Et cela alors que le climat des affaires risque de se détériorer encore: Coface table sur une récession à 0,1% pour l'économie européenne et évoque un possible risque d'assèchement du crédit.

Oser l'export

Un environnement économique difficile auquel n'est pas forcément bien préparé le Luxembourg, qui a «une économie de petite taille, largement ouverte et dépendant des services financiers, qui affiche des exportations manufacturières concentrées dans la construction (secteur particulièrement touché en France par les incidents de paiement) et une compétitivité affaiblie par le coût du travail», dixit Coface.

«Il convient de souligner les efforts du gouvernement, qui multiplie les missions économiques dans les pays émergents.

Mais ce ne sont pas des marchés que la grande majorité des entreprises luxembourgeoises sont en mesure d'aller démarcher. Il

conviendrait dans un premier temps de les aider à se développer à l'échelon de la Grande Région, car en la matière le potentiel n'est toujours pas pleinement exploité, constate

Paul Huberlant. Cela dit, le gouvernement ne peut pas non plus tout faire. Il est à noter que la culture de l'exportation n'est pas suffisamment ancrée dans la tête des dirigeants eux-mêmes.»

Certes, les incidents de paiement en hausse de 28% pour les entreprises de la zone euro en 2011, et notamment de 29% en France et de 24% en Allemagne (c'est tout particulièrement le cas dans le secteur de l'énergie solaire), n'invitent pas forcément les entrepreneurs luxembourgeois à prendre de gros risques afin de conquérir des parts de marché en Lorraine ou en Sarre.

Mais la question est de savoir quelles sont les alternatives pour limiter les dégâts et accessoirement une dégradation de «l'évaluation Coface» dans les prochains mois. Entre une zone euro en délicatesse, des Peco (pays d'Europe centrale et orientale) particulièrement vulnérables car le crédit en provenance des banques de l'Ouest européen risque de se ralentir, des pays émergents trop éloignés et «rattrapés par le retour du risque politique», souligne Coface, la marge de manœuvre apparaît plutôt... limitée.

A méditer à l'heure où les syndicats, le patronat et le gouvernement ne sont plus franchement sur la même longueur d'onde.